



RENDU EXECUTOIRE LE

- 1 DEC. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 28/11/2022

Reçu en préfecture le 28/11/2022

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20221121-22_A_DRRH_1975-AR

**ARRETE n° 2022-A-DGSD-DRRH-1975 du 21 novembre 2022
portant constitution des bureaux de vote électronique pour les élections
se déroulant sur la période du jeudi 1^{er} décembre 2022 au jeudi 8 décembre 2022
en vue du renouvellement des instances de représentation du personnel
du Département de la Vienne**

Le Président du Conseil Départemental de la Vienne,

VU le code du travail et ses articles L.2131-1 et suivants ;

VU le Code Général de la Fonction Publique ;

VU le décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU le décret n°95-1018 du 14 septembre 1995 fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupes hiérarchiques en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°2014-793 du 9 juillet 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU l'arrêté ministériel du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique territoriale ;

VU la délibération du Conseil Départemental en date du 23 septembre 2022 relative aux modalités de mise en œuvre du vote électronique lors des élections professionnelles du 8 décembre 2022 ;

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Vienne en date du 3 février 2022 relative au recours au vote électronique exclusif dans le cadre de l'organisation des élections professionnelles du 8 décembre 2022 ;



VU le protocole d'accord du 20 mai 2022 relatif à l'organisation des élections professionnelles du 8 décembre 2022 au Département de la Vienne, signé par quatre organisations syndicales (CFDT, CGT, FAFPT, SNDGCT-LIPP) ;

ARRETE

ARTICLE 1er - Les élections professionnelles seront organisées, exclusivement par voie électronique du jeudi 1^{er} décembre 2022 à 10h00 jusqu'au jeudi 8 décembre 2022 à 17h30.

ARTICLE 2 - Les membres des bureaux de vote électronique sont chargés du contrôle de la régularité du scrutin. Ils assurent une surveillance effective du processus électoral, et en particulier, de l'ensemble des opérations de préparation du scrutin, des opérations de vote, de l'émargement des électeurs ayant voté et des opérations de dépouillement des suffrages exprimés.

Les bureaux de vote électronique sont constitués comme suit au regard des différentes instances paritaires :

Bureau de vote électronique n°1 : Comité Social Territorial

Instance	Présidence	Secrétaire	Délégués de liste
CST			CGT :
			FAFPT :
			LIPP :

Bureau de vote électronique n°2 : Commission Administrative Paritaire de Catégorie A

Instance	Présidence	Secrétaire	Délégués de liste
CAP A			CGT :
			FAFPT :
			LIPP :

Bureau de vote électronique n°3 : Commission Administrative Paritaire de Catégorie B

Instance	Présidence	Secrétaire	Délégués de liste
CAP B			CGT :
			FAFPT :



Bureau de vote électronique n°4 : Commission Administrative Paritaire de Catégorie C

Instance	Présidence	Secrétaire	Délégués de liste
CAP C			CGT:
			FAFPT :
			CFDT:

Bureau de vote électronique n°5 : Commission Consultative Paritaire

Instance	Présidence	Secrétaire	Délégués de liste
CCP			CGT:
			FAFPT :

Bureau de vote électronique centralisateur :

Instance	Présidence	Secrétaire	Délégués de liste
Bureau Central			CGT:
			FAFPT :
			LIPP:
			CFDT:

ARTICLE 3 - Les membres des bureaux de vote électronique détiennent des clés de chiffrement permettant le codage et le décodage du système de vote électronique. Chaque clé est attribuée selon une procédure garantissant aux attributaires qu'ils ont, seuls, connaissance du mot de passe associé à la clé qui leur est personnellement attribuée.

ARTICLE 4 - Le bureau de vote contrôle, avant le dépouillement, le scellement du système. Les membres du bureau de vote électronique qui détiennent des clefs de chiffrement procèdent publiquement à l'ouverture de l'urne électronique en activant les clés de chiffrement.

ARTICLE 5 - Le bureau de vote contrôle que la somme des suffrages exprimés et des votes blancs émis par voie électronique correspond au nombre de votants de la liste d'émargement électronique.

ARTICLE 6 - Le secrétaire du bureau de vote électronique centralisateur établit un procès-verbal, contresigné par les autres membres du bureau, dans lequel sont consignées les constatations faites par les bureaux de vote électronique au cours des opérations de vote, le cas échéant les événements survenus durant le scrutin et les interventions effectuées sur le système électronique de vote ainsi que les résultats du vote électronique par internet.



ARTICLE 7 – Le système de vote électronique est scellé après la décision de clôture du dépouillement prise par le président du bureau de vote électronique centralisateur.

ARTICLE 8 - Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux membres des bureaux., affiché au siège du Département de la Vienne et publié au recueil des actes administratifs du Département.

ARTICLE 9 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application « Télé recours citoyens » sur le site www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Fait à Poitiers, le 21 novembre 2022

Le Président du Conseil Départemental,

Alain PICHON

Affiché dans la collectivité le :

Publié sur le portail agents et le site internet le :

Transmis au Représentant de l'État le :